

## JEAN-LOUIS BIANCO, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES, À ALGER

# Le jackpot de la France

*Un partenariat industriel algéro-français dans le domaine de la valorisation du phosphate à Oued Kebrit (Tébessa) est concrètement lancé. Les négociations sur le projet d'usine automobile Peugeot en Algérie devraient aboutir «très prochainement». La création d'une banque pour le financement des PME avec des partenaires étrangers est en cours de réflexion, selon le ministre de l'Industrie.*

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - De nouveaux projets de partenariats industriels algéro-français sont en bonne voie de discussion et/ou de concrétisation.

Des projets qui sont «importants, structurants», indiquait hier le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb lors d'une conférence de presse, tenue à l'issue d'une longue réunion de travail avec le représentant spécial pour les relations algéro-françaises, Jean-Louis Bianco.

L'un de ces projets de partenariat, voulu «ambitieux, d'excellence» selon l'officiel français, concerne la valorisation du phosphate pour la production d'engrais et d'acide phosphorique. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb a indiqué que les deux parties sont arrivées à «un accord définitif» pour la réalisation d'une usine de transformation de phosphate à Oued Kebrit (Tébessa).

Une usine qui sera construite dans le cadre d'un partenariat avec un important opérateur français du domaine, la société Roullier.

Selon le ministre de l'Industrie, ce projet de partenariat qui a fait l'objet de discussions entamées depuis plusieurs mois constitue l'un des trois projets de développement du phosphate en cours de dis-

cussion avec des opérateurs étrangers.

Un autre projet de partenariat algéro-français est également lancé dans l'aval sidérurgique. Il s'agit d'un partenariat entre le spécialiste français des gaz industriels, Air Liquid, et le groupe industriel public Immetal, pour la production de gaz destinés notamment à l'industrie sidérurgique.

Impulsées depuis juin 2014, les discussions relatives à ce projet de partenariat sont déjà au stade des études de faisabilité, précisera le ministre de l'Industrie.

Un autre projet de partenariat algéro-français, considéré comme «complexe au regard de sa capacité d'intégration, de la sous-traitance», est également en bonne voie de concrétisation. Il s'agit de l'implantation d'une usine du constructeur automobile Peugeot pour la fabrication de véhicules dont une bonne partie devra être destinée à l'exportation.

A ce propos, Abdesselam Bouchouareb a assuré que «les parties concernées sont en train de bien avancer» tout en précisant que les négociations se déroulent entre des entreprises et que les autorités politiques des deux pays ont seulement «fixé les orientations, le cadrage». Estimant ainsi que «les choses se déroulent bien», le



Jean-Louis Bianco et Abdesselam Bouchouareb.

ministre de l'Industrie de l'Industrie indiquera que les négociations sur ce projet devraient aboutir «à une issue dans pas très longtemps», soit très prochainement.

Notons qu'Abdesselam Bouchouareb ne manquera pas de préciser que le projet d'usine Peugeot en Algérie, un partenariat où le constructeur français devrait détenir 49% des parts, diffère de celui impulsé au Maroc, le même constructeur y détenant 100% des parts.

«Les choses sont totalement différentes», considère le ministre de l'Industrie qui relèvera par ailleurs que le constructeur français a réorienté son développement à l'international et de pénétration des marchés extérieurs, en ciblant sur le mar-

ché africain quatre pays (l'Algérie, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud).

Deux autres projets de partenariats ont été également examinés lors de cette réunion de travail et qui portent sur l'extension du projet agroalimentaire de Bel ainsi que celle de l'usine Cital (assemblage et maintenance de tramways à Annaba avec la société Alstom), avec dans les deux cas une partie de la production destinée à l'exportation.

### Les contentieux bilatéraux «diminuent»

Relevons ainsi que la relation économique bilatérale se renforce dans le secteur du transport ferroviaire, Jean-Louis Bianco citant les domaines de la signalisation, du montage de tramways, la formation et le développement de la sous-traitance.

Ce faisant, une dynamique partenariale qui devrait être boostée, élargie éventuellement à d'autres projets, lors de la prochaine réunion du Comité mixte économique algéro-français (Comefa), prévue le 26 octobre prochain à Paris mais aussi lors de la réunion de haut niveau prévue en février 2016 entre les Premiers ministres des deux pays.

C'est ce qu'indiquera le représentant spécial français, Jean-Louis Bianco, mettant en avant l'intérêt de l'establishment économique de l'Hexagone de contribuer à la dynamique de relance industrielle lancée en Algérie, le développement de la production «ensemble pour créer de la valeur ajoutée, de la croissance et des emplois en Algérie et en France».

Et ce dans la mesure où «les contentieux (bilatéraux) diminuent et deviennent presque insignifiants», relèvera pour sa part Abdesselam Bouchouareb, et que les deux parties «parlent davantage d'avenir», assurera le représentant français.

### Quid de la règle 49/51 ?

Certes, la règle 49/51 régissant l'investissement étranger soulève encore le questionnement. Tout en arguant que les entreprises et le gouvernement français «vivent avec cette règle (qu'il) appartient au gouvernement algérien de fixer ou de changer» et en assurant que son rôle est de «faciliter l'aboutissement des projets dans le cadre des règles que le gouvernement algérien fixe», Jean-Louis Bianco relèvera néanmoins que cette disposition «pose parfois des difficultés aux petites et moyennes entreprises (PME)». Ce à quoi le ministre de l'Industrie répondra en précisant que cette règle qui est «bien inscrite» dans le nouveau code de l'investissement commence à «être bien connue, à (être) adaptée» et que les projets de partenariats discutés s'y conforment. Néanmoins, Abdesselam Bouchouareb admet avoir «pensé à la problématique» de la PME, notamment celle intéressée par un partenariat dans le cadre de la règle 49/51.

### Vers une banque partenariale dédiée aux PME

Ainsi, le ministre de l'Industrie indique que son département ministériel et celui des Finances «sont en train de réfléchir» sur la création d'une banque de financement de la PME. «L'idée fait son chemin», dira Abdesselam Bouchouareb, en vue de créer une banque qui «sera orientée vers les PME qui ne peuvent être prises en charge comme les grands groupes».

Une banque de financement qui sera mise en place «avec des partenaires étrangers», indiquera le ministre de l'Industrie, et qui permettra d'apporter «de l'assurance, des garanties et de la visibilité» aux PME.

C. B.

## «Le crédit à la consommation pour la Symbol, pas dès aujourd'hui»



L'octroi du crédit à la consommation pour l'achat des véhicules Renault-Symbol ne sera pas effectif dès aujourd'hui. C'est ce que le ministre de l'Industrie et des Mines a laissé entendre, hier, lors de la conférence de presse animée avec le représentant spécial pour les relations algéro-françaises, Jean-Louis Bianco. Rappelant que le gouverneur de la Banque d'Algérie avait annoncé la semaine dernière que la nouvelle Centrale des risques de crédits serait opérationnelle dès le 15 septembre 2015, Abdesselam Bouchouareb considère néanmoins que le crédit-conso pour la

Symbol, «ce n'est pas aujourd'hui». «Quand la Banque d'Algérie aura fait son travail, les entreprises auront à étudier» les modalités de ce dispositif (l'identification des produits éligibles, le taux d'intégration...), relèvera-t-il. «Je ne pense pas que ce sera possible le 15 septembre. (Mais) ça viendra», assure Abdesselam Bouchouareb. Concernant, par ailleurs, l'impact éventuellement négatif de la construction d'une usine Peugeot sur les ventes de la Renault-Symbol, Abdesselam Bouchouareb considérera que c'est une question de «concurrence» entre les deux constructeurs et qui ne concerne pas son département. «Pourquoi aurais-je à interférer ?», dira-t-il. «Mon rôle est seulement d'assurer une offre au consommateur algérien qui répond à ses attentes en matière de qualité», assure le ministre de l'Industrie qui considère que le citoyen «aura toute latitude de choisir entre une voiture Renault, une voiture Peugeot ou une voiture Citroën». Et d'user d'une certaine ironie en affirmant que les deux constructeurs automobiles français «connaissent leurs intérêts mieux que moi, que vous».

C. B.